novembre/décembre 2025, n°272

Résonances

Lettre d'information

Pôle ressources ville et développement social

Centre de Ressources Politique de la Ville ouest francilien

39 rue des Bussys
95600 Eaubonne
contact@lepoleressources.fr

L'actu du Pôle ressources

< Journée thématique, 2 décembre, 9h30-12h30 et 14h-16h, Montigny-lès-Cormeilles >

INÉGALITÉS : OBSERVER, COMPRENDRE, AGIR

Le Pôle ressources, qui agit pour la réduction des inégalités et à la prise en compte des publics les plus fragilisés, notamment les habitant·es des quartiers prioritaires de la politique de la ville, soutient de longue date l'action de l'Observatoire des inégalités, notamment dans la réalisation de son rapport annuel sur le sujet. A ce titre, l'association propose une journée de présentation de ce 10ème opus, en présence d'Anne Brunner, directrice des études à l'Observatoire. Celle-ci, après un panorama général des inégalités, proposera des focales sur les inégalités environnementales et sur leurs dimensions territoriales, avec un lien sur les quartiers prioritaires. L'après-midi, un atelier sera consacré à l'expérimentation du jeu "Monopoly des inégalités", animé par Yasmina Asso, chargée d'animation et de développement au sein de l'Observatoire des intégalités. Il permettra aux professionnel·les de se confronter et de débattre des règles qui reflètent les inégalités et les discriminations présentes dans la société.

www.lepoleressources.fr/actions/inegalites-observer-comprendre-agir/

< Atelier, temps #4, 16 décembre, 14h-17h, Cergy >

ÉVALUATION DES CONTRATS ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030

Quatrième rendez-vous du cycle de formation-action dédié à l'évaluation des CEQ 2030 du Val d'Oise, cet atelier, organisé avec la préfecture du Val d'Oise, abordera les méthodes et démarches permettant d'élaborer des analyses et préconisations à partir des données quantitatives et qualitatives recueillies lors des précédentes étapes de l'évaluation. Il s'agira notamment d'outiller les acteur·rices à l'analyse collective des résultats produits et remontés par l'évaluation des CEQ 2030, ou encore de pouvoir communiquer clairement à destination de l'ensemble des parties prenantes, autour des résultats de l'évaluation.

Contact : Paul Bertrand, paul.bertrand@lepoleressources.fr

< Journée de sensibilisation, 9 décembre, 9h-16h, Eaubonne >

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : CONNAITRE LE PHÉNOMÈNE POUR MIEUX REPÉRER ET AGIR

Le phénomène des violences faites aux femmes demeure un fléau qui touche toutes les classes sociales et tous les territoires, et l'actualité démontre que le phénomène reste prégnant. En 2024, selon les dernières données du ministère de l'Intérieur, éditées en octobre 2025, 107 femmes ont été tuées par leur conjoint ou ex-conjoint en France, un chiffre en hausse de 11% sur un an. Afin de soutenir et outiller les professionnel·les qui oeuvrent au plus près du public, le Pôle ressources propose, en partenariat avec le centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF95), une nouvelle journée de sensibilisation à la lutte contre les violences faites aux femmes, visant notamment à appréhender la réalité du phénomène des violences et à renforcer ses pratiques et sa posture professionnelle sur ce sujet.

Contact : Caroline Dumand, caroline.dumand@lepoleressources.fr

< Parution, RNCRPV >

LA PRISE EN COMPTE DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS LES CONTRATS DE VILLE "ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030"

Le réseau national des centres de ressources politique de la ville, (RNCRPV), via son groupe de travail « égalité femmes-hommes » a analysé la manière dont la nouvelle génération de contrats de ville intègre cet enjeu essentiel. Résultat : des avancées, mais encore des marges de progression pour faire de l'égalité femmes-hommes un véritable levier de cohésion et de développement territorial. Une mobilisation collective reste nécessaire pour l'inscrire durablement au cœur des politiques publiques locales.

www.reseau-crpv.fr/publication/la-prise-en-compte-de-legalite-femmes-hommes-dans-les-contrats-de-ville-engagements-quartiers-2030/

< Séminaire, 4 décembre, 9h-16h30, Nanterre >

UN SÉMINAIRE DÉDIÉ AUX ADULTES-RELAIS ALTOSÉQUANAIS·ES

La préfecture des Hauts-de-Seine, avec l'appui du Pôle ressources, organise un séminaire pour les adultes-relais du territoire. Celui-ci visera à les outiller dans leur pratique, autour des sujets de santé mentale et de rivalités interquartiers, et à échanger, avec les employeur·ses, autour des questions de réglementation, de formation ou encore d'accompagnement du dispositif.

Contact : Binta Diop, binta.diop@lepoleressources.fr

National / Régional

Santé

UNE JOURNÉE POUR LA PRÉVENTION EN SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE

L'Agence régionale de santé Île-de-France et la conférence régionale de la santé et de l'autonomie Île-de-France, en partenariat avec la cité de la santé, Promotion Santé, l'Assurance Maladie, l'association des maires d'Île-de-France et la société française de santé publique, organisent une journée régionale pour la prévention en santé. En favorisant le retour d'expériences de grands témoins et l'interconnaissance, la journée sera ponctuée par quatre table rondes thématiques : la lutte contre les inégalités de santé et la mobilisation des habitant·es ; les professionnel·les de santé et la prévention ; l'organisation territoriale et la coordination des acteur·rices ; ainsi que l'innovation, l'évaluation et la généralisation des pratiques. Elle sera également l'occasion de partager une base d'informations, pour donner à voir une diversité d'actions et d'acteur·rices impliqué·es dans le champ de la prévention et de la promotion de la santé.

Le 10 décembre, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris.
https://framaforms.org/journee-pour-la-prevention-10-decembre-2025-inscription-1754056891

Économie sociale et solidaire

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : UNE RÉPONSE AUX ENJEUX DÉMOCRATIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX ?

La Direction générale du Trésor publie une étude qui revient sur le périmètre de l'économie sociale et solidaire (ESS), sa place dans l'économie française, ses apports, ainsi que les difficultés auxquelles est confronté ce secteur, qui représente environ 14% de l'emploi salarié privé en France. Fondée sur trois principes fondamentaux - utilité sociale, gouvernance partagée et lucrativité limitée –, l'ESS joue, selon cette étude, un rôle clé face aux enjeux démocratiques, sociaux et environnementaux. En effet, elle permet de répondre à des besoins essentiels, en matière d'insertion, d'accompagnement et de services de proximité, et participe à la transition écologique en promouvant l'économie circulaire, les circuits courts ou le réemploi. Cependant, l'étude souligne plusieurs défis à relever, dont l'accès difficile aux financements et la nécessité de pérenniser les modèles économiques des structures de l'ESS.

www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2025/10/23/l-economie-sociale-et-solidaire-une-reponse-aux-enjeux-democratiques-sociaux-et-environnementaux

En bref

- Créer autrement en Île-de-France : la culture circulaire en action, Note rapide, Institut Paris Région, octobre 2025

www.institutparisregion.fr/nos-travaux/publications/creer-autrement-en-ile-de-france-la-culture-circulaire-en-action/

- Reconstruire le lien police-population : un défi démocratique dans lequel les policiers ont tout à gagner, Note, Terra Nova, octobre 2025

https://tnova.fr/societe/justice-securite/reconstruire-le-lien-police-population-un-defi-democratique-dans-lequel-les-policiers-ont-tout-a-gagner/

- Santé mentale et bien-être des enfants et des jeunes : un enjeu de société, Avis, CESE, octobre 2025

www.lecese.fr/actualites/sante-mentale-des-jeunes-en-france-le-cese-tire-la-sonnette-dalarme-et-propose-des-solutions

Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

Hauts-de-Seine

MOIS DE L'ESS : LE DÉPARTEMENT LANCE LA 4ÈME ÉDITION DE SON APPEL À PROJETS PROGR'ESS

Dans le cadre du mois de l'économie sociale et solidaire (ESS), le département des Hauts-de-Seine lance la 4ème édition de son appel à projet ESS. Venant en soutien d'initiatives innovantes dans les domaines de l'inclusion par les loisirs et le vivre-ensemble, ce millésime voit s'ajouter deux thématiques - la santé et la nutrition (lutte contre la précarité alimentaire...) et le numérique et l'intelligence artificielle (accompagnement des jeunes et personnes vulnérables, solutions pour l'autonomie des séniors et des personnes en situation de handicap...). Au niveau local, de nombreux évènements ponctuent le mois afin de découvrir, partager, valoriser les initiatives en lien de l'ESS. Ces actions sont à retrouver sur le site du mois de l'ESS.

Contact : progress@hauts-de-seine.fr - Candidatures avant le 31 décembre 2025
www.hauts-de-seine.fr/toutes-les-actualites/detail/le-departement-lance-la-4e-edition-de-son-appel-a-projets-progress

Et le site du mois de l'ESS : www.mois-ess.org

Val d'Oise

MOUVEMENT

Johana Berthau est directrice départementale de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, et des Solidarités (DDTES) du Val d'Oise.

Val d'Oise

CRÉATION D'UNE ASSOCIATION DES COORDONATEUR·RICES CLSPD-R SUR LE TERRITOIRE

Le réseau des coordinateur·rices CLSPD-R (conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation) du Val d'Oise se compose aujourd'hui d'une quinzaine de professionnel·les sur le territoire. Celui-ci se réunit chaque trimestre, pour échanger sur les pratiques en matière de prévention de la délinquance et de sécurité, partager et créer des outils communs, ou encore rester en veille sur les dispositifs existants. Le réseau a travaillé cette année à une évolution de sa structuration, pour permettre une meilleure lisibilité et légitimité de son action par les différentes institutions, à l'instar du réseau national déjà existant. Ce travail a débouché sur la création d'une association, baptisée "Réseau des professionnels de la Sécurité et de la Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation du Val d'Oise (RPSPDR 95)", en cours de déclaration. Celle-ci permettra une plus grande reconnaissance de ces professionnel·les, qui souhaitent ainsi être entendu·es et soutenu·es pour porter des actions, tant au niveau local que départemental, mais également participer à l'ingénierie, en lien avec les questions de sécurité et de tranquillité publique.

Contact : Emmanuelle Gueguen, coordinatrice sécurité, prévention de la délinquance et cadre de vie, Éragny-sur-Oise, egueguen@eragny.fr

Fiche expérience

Jouy-le-Moutier

DES SOLUTIONS D'ACCUEIL POUR RELANCER LES PARCOURS VERS L'EMPLOI DES PARENTS

La ville de Jouy-le-Moutier facilite le retour à l'emploi des parents en proposant des solutions d'accueil flexibles au sein de crèches, réservées aux familles engagées dans un parcours d'insertion.

Les « Contrats insertion », propositions d'accueil flexibles visant à lever le frein à l'emploi des familles

À partir de 2018, la ville de Jouy-le-Moutier a mis en place des contrats d'accueil en crèche, destinés aux familles engagées dans un parcours d'insertion professionnelle. *L'action a été lancée avec le soutien de la Caisse d'allocations familiales (Caf) du Val d'Oise, dans le cadre de l'appel à projets "Fonds publics et territoires" et répond à l'axe "amélioration de la qualité et accessibilité accueil jeune enfant"*, précise Stéphanie de Freitas, cheffe de service Petite Enfance à la mairie. Cette initiative répond à un double constat : le manque de solutions d'accueil adaptées aux parents en recherche d'emploi ou en formation, et la difficulté particulière pour les femmes à retrouver un emploi, suite à un congé maternité. Ces constats, confirmés par l'analyse des besoins sociaux menée en 2022, a mis en évidence une insuffisance de places d'accueil adaptées à ces situations familiales. Aussi, le dispositif, intégré à la commission d'attribution qui étudie l'ensemble des demandes des familles, permet d'établir un contrat spécifique, dit "contrat d'insertion". Dédié aux modes de garde communaux (multi-accueil collectif, multi-accueil familial), il ouvre l'accès à un accueil d'un à trois jours par semaine, en fonction des besoins des familles et de leurs ressources, le tarif se basant sur le quotient familial. *Les contrats sont signés pour une durée de trois mois, puis réévalués au cours d'un entretien réalisé avec les familles, pour faire le point sur l'avancement de leurs recherches et sur leurs besoins*, précise Stéphanie de Freitas. Ainsi, la ville offre un soutien concret à la reprise d'activité, en levant l'obstacle majeur que représente l'absence de mode de garde souple et adapté aux situations transitoires, grâce à un contrat qui évolue au rythme des parcours.

Une action ancrée dans les politiques locales et partenariales

La mise en oeuvre du contrat s'appuie sur un partenariat étroit avec la Caf et mobilise également le centre communal d'action sociale et le service emploi formation de la ville, qui représentent un appui supplémentaire dans le parcours d'insertion des parents. *Par ailleurs, le centre social, la Protection maternelle et infantile (PMI) et Espérer 95, (*association qui agit en faveur de l'intégration et de la lutte contre les discriminations ndlr), *peuvent alerter sur des situations et orienter des familles,* explique Stéphanie de Freitas. Ce fonctionnement partenarial renforce l'accompagnement social individualisé et permet une orientation plus globale et fluide vers les interlocuteur·rices compétent·es. Par ailleurs, le contrat s'inscrit dans plusieurs cadres structurants. En effet, il fait partie du plan d'actions de la Convention territoriale globale, signée avec la Caf du Val d'Oise, qui a pour objectif de coordonner les politiques locales en direction des familles, notamment dans le domaine de la petite enfance. Il répond également aux enjeux du Service public de la petite enfance et de la loi Plein emploi, qui visent à faciliter l'accès de toutes les familles à une solution d'accueil adaptée et soutenir le retour à l'emploi. *Il représente également un volet du Projet éducatif de territoire*, souligne Stéphanie de Freitas. En définissant des objectifs communs, celui-ci contribue à construire un projet éducatif à l'échelle locale, partagé par l'ensemble des acteur·rices de ce champ. Enfin, il constitue une réponse à l'objectif d'accès aux modes de garde pour les parents en recherche d'emploi ou de formation, inscrit dans le contrat de ville "Engagements quartiers 2030" du quartier prioritaire des Toupets - Côte des carrières.

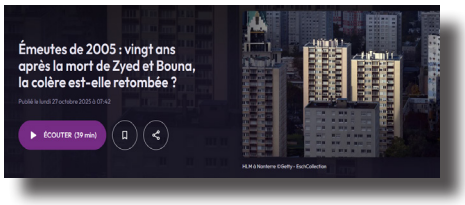
Et la perspective d'une labellisation Avip

Au cours de l'année 2024, 30 familles ont bénéficié du dispositif, ce qui représente environ 25% des 122 berceaux disponibles. Ce nombre a doublé depuis 2023, reflétant ainsi à la fois le besoin au sein du territoire et la volonté d'intégrer ces familles au sein des modes d'accueil municipaux.
Le « contrat insertion » a également servi de levier pour ses bénéficiaires : 53% des familles concernées ont pu accéder à un emploi, une formation, ou encore créer leur propre activité. Enfin, pour poursuivre le développement du projet, la ville envisage à présent de se positionner sur le label crèche à vocation d'insertion professionnelle (Avip). Celui-ci résulte d'un accord signé en 2016 entre la Caf, France Travail et les ministères des Affaires sociales, du Travail et des Familles et de l'Enfance. Son objectif principal consiste à permettre aux parents en parcours d'insertion professionnelle de pouvoir se consacrer à leur recherche d'emploi, en réservant une place pour leur enfant, tout en bénéficiant d'un accompagnement social et professionnel. Les structures labellisées s'engagent notamment à construire une dynamique partenariale renforcée avec les acteur·rices de l'insertion socioprofessionnelle du territoire, ou à adapter les modalités d'accueil aux besoins des publics fragiles. Cette labellisation permettrait de valoriser la politique d'insertion professionnelle menée par la ville de Jouy-le-Moutier, de pérenniser ses moyens et de renforcer sa visibilité à l'échelle du territoire. La labellisation Avip offrirait également l'opportunité de renforcer le partenariat avec France Travail en matière de coordination, pour des parcours renforcés au bénéfice des familles du territoire.

Contact : Stéphanie De Freitas, cheffe de service Petite Enfance, ville de Jouy-le-Moutirt,sdefreitas@jouylemoutier.fr

Ressources

< REPLAY - ÉMISSION RADIO >



ÉMEUTES DE 2005 : VINGT ANS APRÈS LA MORT DE ZYED ET BOUNA, LA COLÈRE EST-ELLE RETOMBÉE ?

La journaliste Astrid de Villaines, dans " Les matins de France culture " revient, en présence de Fabien Truong, sociologue, Gwénaël Bourdon, journaliste au Parisien, Youssef Badr, magistrat, et Héléna Berkaoui, rédactrice en chef du Bondy Blog, sur les émeutes de 2005 et leurs conséquences jusqu'à aujourd'hui. Les intervenant·es abordent le traitement médiatique et politique fait suite à la mort de Zyed et Bouna en 2005, les déclarations hâtives erronées, les discours culpabilisants et humiliants qui ont entouré les banlieues et leurs habitant·es. En faisant le parallèle avec la mort de Nahel et les émeutes qui ont suivi, elles et ils soulignent que certains faits, 20 ans après le drame, n'ont pas ou peu évolué, comme par exemple des discours médiatiques sur les banlieues parfois caricaturaux. Ces éléments peuvent ainsi, encore aujourd'hui, entretenir un sentiment d'injustice et de colère chez les habitant·es des quartiers populaires.

www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-invite-e-des-matins/emeutes-de-2005-20-ans-apres-la-mort-de-zyed-et-bouna-la-colere-est-elle-retombee-4118368

< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

- *« "Je me suis demandé si je partais avec 10 m de retard ou eux avec 10 m d'avance" : l'épreuve des longues études pour les jeunes de quartiers prioritaires »*, Charlotte Bozonnet, Le Monde Campus, 21 octobre

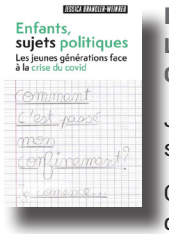
[Disponible au Pôle ressources]

- *« Des dispositifs d'accueil inhospitaliers pour les nouveaux arrivants »*, Brigitte Baccaïni & Maurice Blanc, Métropolitiques, 2 octobre

https://metropolitiques.eu/Des-dispositifs-d-accueil-inhospitaliers-pour-les-nouveaux-arrivants.html

- **Et pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville :** www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville

< À LIRE / À VOIR >



ENFANTS, SUJETS POLITIQUES. LES JEUNES GÉNÉRATIONS FACE À LA CRISE DU COVID

Jessica Brandler-Weinreb, éd. Le Croquant, septembre 2025, 204 p

Quand une enfant de 11 ans, vivant en quartier prioritaire, nous dit à propos du confinement « On ne peut pas sortir donc c'est un peu nul mais c'est utile car les cas de coronavirus diminuent », elle nous renseigne sur la politique gouvernementale et l'expérience qu'elle en fait. Lorsque d'autres racontent les actes d'entraide et de solidarité dans les quartiers, et l'organisation collective de la vie de l'immeuble pendant la pandémie de covid, ils et elles portent un regard sur la société et sur son fonctionnement. Les enfants sont des sujets politiques. Cet ouvrage montre la manière dont les jeunes générations « prennent part » à la vie de la cité. Il nous plonge dans les transformations générées - ou aggravées - par la crise sanitaire, à travers leur vécu. Dans une démarche sociologique qui s'intéresse autant au sens qu'au sentiment, ce livre considère les enfants comme les citoyens « à part entière » qu'ils et elles sont.

https://editions-croquant.org/hors-collection/1108-enfants-sujets-politiques-les-jeunes-generations-face-a-la-crise-du-covid.html
4è de couv

FAIRE SOCIÉTÉ ÉGALE

Edith Maruéjouls, Célia Ferrer
éd. Double ponctuation, octobre 2025, 336 p

Faire société égale propose des solutions concrètes pour rendre nos quotidiens plus égalitaires et plus vivables. À travers dix chapitres pensés comme autant de droits fondamentaux, Célia Ferrer et Édith Maruéjouls interrogent les inégalités qui traversent nos vies, tout en formulant des propositions réalistes et pragmatiques pour les corriger. Elles mettent à notre disposition leur expérience professionnelle et militante – fortement ancrée dans l'action de terrain – pour améliorer le « vivre-ensemble ». À la fois essai, plaidoyer et guide pratique, ce livre s'adresse aux professionnel·les, aux élu·es, aux militant·es et à toutes les personnes qui veulent agir à leur échelle. Et si imaginer une société plus égalitaire n'était pas une utopie mais une nécessité partagée qu'il est possible de mettre en place concrètement, sans moyens extravagants ?

www.double-ponctuation.com/produit/faire-societe-egale
4è de couv

n° ISSN : 1296-9338. Directrice de la publication : Caroline Dumand
Rédaction : Paul Bertrand, Guillaume Dejardin, Caroline Dumand, Mélanie Héroux, Teodora Rangelova, Noémie Siéfert, Binta Songdé Diop